

Marie-Anne Isler Beguin, députée européenne du groupe des Verts

"Vous connaissez une grave crise politique et seul le dialogue peut apporter des solutions durables"

Le Calame: Vous êtes à l'origine du colloque sur oragnisé à Bruxelles le mardi 9 novembre, pourquoi cet intérêt pour notre pays?

Marie-Anne Isler Beguin: Je me rappelle avoir été marquée par Chbih Ould Cheikh Melamine lors de son passage au Parlement de Strasbourg (quand il est venu, à l'invitation des Verts, remercier la Communauté Européenne du rôle joué par cette dernière dans sa libération et pour l'obtention de son Passeport pour la Liberté (NDLR). Il avait tenu des propos clairs par rapport à des idées tout aussi claires. Rencontrer des intellectuels africains est, pour nous européens, une chose rare et c'est de notre faute; et j'ai été fascinée par sa culture, ses discours, son interpellation des eurodéputés afin qu'ils s'intéressent plus aux pays africains et, en particulier dans notre cas, à votre pays.

Votre histoire d'amour avec la Mauritanie date donc de cette époque?

Non pas seulement, bien que la fascination ait un rôle à jouer. Mais, nous, la génération d'après les Indépendances des pays africains, avons une part de responsabilité quant aux silences que nous avons envers certains pays. Votre continent nous est quasiment inconnu et pourtant nous sommes liés depuis des siècles et nous, européens, sommes aussi responsables de certaines situations; par exemple je suis toujours sidérée quand je regarde vos frontières, par ces découpages administratifs issus de l'ère coloniale, avec des frontières tirées au cordeau et qui ne semblent pas avoir voulu exprimer grand chose.

Mais mon engagement pour votre pays est aussi un engagement de campagne électorale, en particulier en ce qui concerne la protection de l'environnement. Mon premier combat a été le Banc d'Arguin...

Et puis j'ai rencontré des Mauritanais tel que Mohamed Lemine

Ould Daddé. Et j'ai été séduite par ses idées écologistes et ses inquiétudes quant à la situation de l'environnement dans votre pays.

Vos idées politiques (Verts Européens) vous donnent-elles une plus grande "perception" de certains enjeux socio-économiques?

Bien sûr. J'ai participé aux dernières rencontres ACP-EU. Tout le monde y était d'accord pour parler halieutique, environnement, etc... Mais il ne suffit pas de faire des constats puis de s'en retourner à autre chose.

Dans quelque temps, on viendra pleurer parce que l'on n'avait pas pris en compte les données économiques dans l'analyse des pays en voie de développement et dans l'évolution des politiques africaines.

Chez vous c'est encore plus criant: vous allez passer du stade de pays parmi les plus pauvres de la planète au statut de "jackpot" pétrolier. La question est de savoir comment et si les partis politiques sauront l'assumer. Votre pays est presque un cas d'école: l'exploitation des ressources pétrolières est un formidable espoir pour une société qui a du mal à s'en sortir. Est-ce que la Mauritanie saura construire la société durable où tout le monde aura sa place?

On voit, partout dans le monde, les conséquences d'une richesse rare et chère sur les velléités, les comportements des puissances et des pays qui ont besoin de ces ressources. Alors comment ne pas tomber dans le piège de ressources mal gérées et mal réparties?

Que vous inspire la situation politique de certains pays africains, par exemple chez nous?

Dans les pays en conflit, une partie des populations se radicalise, soit par l'islamisme, soit par des mouvements séparatistes ou autres... Je suis persuadée que si on offrait aux populations un

avenir décent, il n'y aurait pas de raisons pour que la jeunesse de ces pays s'auto suicide. Avec le pétrole en Mauritanie, il y a une possibilité d'offrir quelque chose à un peuple tout entier. Je pense qu'il y a espoir car quand on regarde la société mauritanienne, tout le monde est capable d'instaurer un développement qui soit à la hauteur des enjeux socio-économiques. Ça sera une question de volonté politique car la violence n'est ni un jeu ni un moyen de sortir de certaines crises.

La scène politique mauritanienne actuelle, les déchirements, les blocages entre les différents partenaires politiques... tout cela vous donne quand même envie de croire en un "avenir meilleur"?

Il est vrai que, selon les constats que nous faisons, vous connaissez une grave crise de blocage. Mais peut-être qu'avec les enjeux du pétrole cela peut engendrer un processus nouveau: un nouvel avenir se dessine, aux acteurs de la vie politique mauritanienne de savoir quoi en faire et de relever les défis.

Et les populations dans tout ça?

Aujourd'hui les cadres, les élites ont toutes les clés en main pour apporter quelque chose de durable aux gens.

Ce n'est pas un peu de l'angélisme?

Non, je ne crois pas. C'est vrai qu'en ce moment, vu la situation globale, on pourrait avoir tout lieu d'être pessimiste. Mais quand une fenêtre peut s'ouvrir, à nous de saisir la chance. Et c'est à nous, eurodéputés, d'accompagner la transition. Je vais vous donner l'exemple du Sud-Caucase: il y a le pétrole de la Mer Caspienne; rien que pour les pays traversés par les pipe-line (Azerbaïdjan, Turquie, etc...) le pétrole est source de richesse. Aux gouvernements d'utiliser et de répartir cette richesse. Et c'est pourquoi j'ai parlé de volonté politique. Et le blocage du dialogue pour l'opposition et du processus démocratique ne permet pas, pour

le moment, cette volonté en Mauritanie.

Vous avez été interpellée plusieurs fois sur la dette des pays en voie de développement et sur une possible annulation de celle-ci.

On a connu ce débat en 1992 à Rio, lors de la rencontre plénière des Verts. Nous sommes venus, nous les Verts Européens, avec cette idée très générale de l'annulation de la dette des pays du Tiers-Monde. Les représentants des pays pauvres nous ont vivement interpellés et répondu: annuler les dettes c'est bien beau, mais faire cela c'était accorder un blanc-seing à tous les gouvernements qui avaient dilapidé ou mal réparti les aides internationales. Evidemment, ce sont les autorités qui profiteraient de l'annulation de leurs dettes; mais le rôle d'un démocrate c'est de développer la Cité. Alors quelle est la meilleure solution? Peut-être pas d'annuler les dettes mais trouver une autre voie afin qu'il y ait une reconnaissance de la dette et des buts premiers des aides. Je préfère que cet argent aille aux écoles, aux soins, etc...

Mais là encore c'est un choix politique...

Vous avez initié et provoqué le colloque sur la Mauritanie. Après la journée de débats, quelles sont vos impressions?

Ce qui est intéressant, c'est qu'il n'y a pas eu que l'opposition mauritanienne qui se soit exprimée. Il a fallu batailler avec les divers partenaires pour qu'il y ait réellement débat. J'avais reçu la veille trois députés du Parti au pouvoir, le PRDS. Ceux-ci avaient souhaité me rencontrer afin de me faire savoir qu'ils ne participeraient pas aux débats du fait que le colloque avait été organisé conjointement avec Conscience et Résistance. Je me pose encore la question du pourquoi de ce dialogue apparemment impossible. Et je tiens à rappeler ma position, très claire, vis à vis de l'usage de la violence (usage reproché à CR par le pouvoir):

elle n'a jamais donné de choses positives et seul le dialogue peut apporter des solutions durables.

Ce furent donc des membres de la société civile mauritanienne affiliés au PRDS qui ont participé aux tables rondes. Et c'est un bien.

C'est vrai que quand on est impliqué, on a du mal à s'ouvrir soi-même. Je crois que des personnes comme Chbih aident à pousser la confrontation politique.

Ce colloque me fait espérer que quelque chose commence à bouger.

Mais comprenez-vous réellement le refus des députés PRDS de participer au colloque: où était la légitimité du dialogue?

Peut-être que l'on n'a pas été assez ambitieux dans l'organisation de ce séminaire. On n'a pas suffisamment anticipé la possibilité d'un dialogue peut-être plus poussé. Peut-être aussi, dans notre naïveté, n'avons nous pas si bien saisi que ça l'importance de la fracture politique qu'il y a chez vous...

Mais je pense que, quand même, les participants ont ouvert une fenêtre. Et la main a été tendue aux européens. Et ma proposition de mettre en place un suivi accompagné d'une délégation qui irait en Mauritanie, bien acceptée par l'opposition, doit faire partie des solutions et des aides que l'Europe peut apporter. Des liens doivent être tissés entre nos deux continents. Il nous faut, il vous faut, autre chose que des paroles. C'est un commencement: le 27 Janvier 2005, les actes de ce colloque seront remis aux députés français et aux parlementaires maghrébins et européens qui participeront à un colloque organisé par les Jeunes Maghrébins Démocrates. Il nous faut continuer à interpeller l'Europe. Et ne pas oublier: tout est question de volonté politique.

PROPOS RECUEILLIS À BRUXELLES PAR
MARIEM MINT DERWICH